



# DECISIONS

\*\*\*

## CONSEIL MUNICIPAL DU

## 09 NOVEMBRE 2017

**Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec**

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisylesec.fr](http://www.noisylesec.fr)







DM17_108	29/08/2017	Régie de recettes du CMS - Modification du montant de l'encaisse et du montant du fonds de caisse
DM17_111	29/08/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre Jaguienta Ciuchta dite Jagna Ciuchta et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (Exposition : "A House of Stone") en date du 29/08/2017
DM17_112	29/08/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Roxane Lumeret et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain Exposition : " une maison de pierre dans une métropole utilisant tout type d'éclairage habitée par ceux qui invitent les autres"
DM17_116	13/09/2017	Approbation du contrat de cession passé entre l'Association "Polka 93" et la Ville de Noisy-le-Sec
DM17_117	21/09/2017	Régie de recettes pour le fonctionnement du service municipal de la jeunesse - clôture
DM17_118	21/09/2017	Régie de recettes du guichet unique - modification
DM17_119	22/09/2017	Procédure adaptée 2017/4624 "Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition et la mise en place d'une démarche de concertation avec la population et assurer la conception des supports de communication dans le cadre des projets de renouvellement urbain des quartiers Londeau et centre ville Béthisy - Approbation du contrat avec la société Etat D'Esprit
DM17_120	21/09/2017	Mise à disposition précaire d'un bien immobilier sis 10 rue des Bergeries au profit de l'Association Le Cercle des Nageurs Noiséens
DM17_121	28/09/2017	Demande de subvention auprès du ministère de l'intérieur relative à la création d'une aire de jeux au stade Huvier
DM17_122	15/09/2017	Mise à disposition d'un local à usage d'atelier et d'habitation au profit de Mme FELICIA ATKINSON en date du 15/09/2017.
DM17_123	04/10/2017	Maintenance borne mise à jour des cartes Vitale - Approbation du contrat signé avec la société INGENICO FRANCE
DM17_124	04/10/2017	Maintenance procès-verbaux électroniques - Approbation du contrat signé avec la société EDICIA
DM17_125	09/10/2017	Régie d'avances pour la crèche municipale (collective et familiale) - Clôture
DM17_126	09/10/2017	Régie d'avances pour la halte garderie - Clôture
DM17_127	09/10/2017	Création d'une régie d'avances pour le fonctionnement du multi accueil à dominante halte jeux et du multi accueil des découvertes
DM17_128	09/10/2017	Régie de recettes du guichet unique - Clôture de la sous-régie de recettes pour le fonctionnement du conservatoire



DM17_129	12/10/2017	Approbation de la convention d'accueil en résidence d'artiste-auteur entre FELICIA ATKINSON et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain en date du 04/10/2017
DM17_130	12/10/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre deux artistes, MYUMI OTERO, RAPHAEL URWILLER et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (Exposition "Tes Mains Dans Mes Chaussures 2/3 et 3/3") en date du 03/10/2017
DM17_131	12/10/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Catalina RUGELES SCHOONEWOLFF et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain dans le cadre du projet "la presse" en date du 04/10/2017
DM17_132	12/10/2017	Approbation de la convention de présentation et reproduction d'œuvre passée entre BERNARD JEUFROY et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (Exposition : "UNE MAISON DE PIERRE DANS UNE METROPOLE UTILISANT TOUT TYPE D'ECLAIRAGE HABITEE PAR CEUX QUI INVITENT LES AUTRES") en date du 04/10/2017
DM17_133	12/10/2017	Approbation de la convention de présentation et reproduction d'œuvre passée entre Céline VACHE-OLIVIERI et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (Exposition : "UNE MAISON DE PIERRE DANS UNE METROPOLE UTILISANT TOUT TYPE D'ECLAIRAGE HABITEE PAR CEUX QUI INVITENT LES AUTRES") en date du 04/10/2017
DM17_134	12/10/2017	Approbation de la convention de présentation et reproduction d'œuvre passée entre PASCAL BUTTO et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (Exposition : "UNE MAISON DE PIERRE DANS UNE METROPOLE UTILISANT TOUT TYPE D'ECLAIRAGE HABITEE PAR CEUX QUI INVITENT LES AUTRES") en date du 04/10/2017
DM17_135	12/10/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre ANNA MANUBENS et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain dans le cadre du projet "la presse" en date du 04/10/2017
DM17_136	12/10/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre MARIE PRESTON et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (Exposition "Tes Mains Dans Mes Chaussures 2/3 et 3/3") en date du 29/09/2017
DM17_137	13/10/2017	Marché public n° 2016/4601 Travaux pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir - Approbation de l'avenant n°1 au contrat signé avec la société Urbaine de Travaux
DM17_138	04/10/2017	Approbation de la convention de partenariat et mise à disposition du Théâtre dans le cadre du Festival du Film Franco Arabe de Noisy-le-Sec passé entre le Théâtre et la ville de Noisy-le-Sec
DM17_139	04/10/2017	Approbation de la convention de partenariat dans le cadre du Festival du Film Franco Arabe de Noisy-le-Sec passée entre toute la culture et la ville de Noisy-le-Sec

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/08/2017  
Reçu en préfecture le 29/08/2017  
Affiché le **N° DM17\_108**  
ID : 093-219300530-20170829-DM17\_108-BF

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**REGIE DE RECETTES AU CENTRE MUNICIPAL DE  
SANTE FERNAND GOULENE.**

**MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENCAISSE ET  
DU MONTANT DU FONDS DE CAISSE.**

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la décision n° D06/100 en date du 12 mai 2006, instituant une régie de recettes au centre municipal de santé Fernand Goulène,

Vu la décision n° D15/268 en date du 11 décembre 2015, portant modification du montant de l'encaisse,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 19 juillet 2017,

**DECIDE**

Article 1er : La décision n° D15/268 en date du 11 décembre 2015 est abrogée.

Article 2 : La décision D06/100 en date du 12 mai 2006 est modifiée comme suit :

En son article 7 : Le régisseur titulaire, les mandataires suppléants et les mandataires seront désignés par le Maire et sur avis conforme du comptable.

En son article 8 : Un fonds de caisse d'un montant de 400 € (quatre cents euros) est mis à disposition du régisseur.

En son article 9 : le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 150.000 euros (cent cinquante mille euros).

Article 3 : Les autres modalités de la décision n° D06/100 en date du 12 mai 2006 restent inchangées.

Article 4 : Monsieur le maire et Monsieur le trésorier municipal de Rosny-sous-Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le **29 AOUT 2017**

**P<sup>o</sup>/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE**

**Adjoint délégué aux finances et à la vie associative**

**Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemblé »**



**Dref MENDACI**



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 11/09/2017 N° 17-111  
Reçu en préfecture le 11/09/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170829-DM\_17\_111-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION D'OEUVRE PASSEE ENTRE JAGIENTA CIUCHTA DITE JAGNA CIUCHTA ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « A HOUSE OF STONE »)

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary premier adjoint au Maire

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace un ensemble d'œuvres correspondant aux caractéristiques suivantes : Un ensemble d'œuvres accueillant les œuvres d'autres artistes au centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, La Galerie, dans le cadre de l'exposition « A House of Stone » pour le, 22 septembre 2017.

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de production d'œuvre passée avec Jagienka CIUCHTA dite Jagna CIUCHTA, demeurant sis, 14, Passage de Flandre, 75019 Paris, relative à :

- Frais de Réalisation : 3000 € TTC (Trois mille euros toutes taxes comprises)
- Frais d'hébergement : 300 € TTC (Trois cent euros toutes taxes comprises)
- Rémunération artistique : 1200 € TTC (Mille deux cent euros toutes taxes comprises)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 23 mai 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 29 août 2017

Po le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 20/09/2017  
Reçu en préfecture le 20/09/2017 N° 17\_112  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170829-DM17\_112\_V-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE  
ROXANE LUMERET ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN  
(EXPOSITION : « UNE MAISON DE PIERRE / DANS UNE METROPOLE / UTILISANT TOUT TYPE  
D'ECLAIRAGE / HABITEE PAR CEUX QUI INVITENT LES AUTRES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la proposition de l'auteur artiste illustratrice, d'illustrer le journal enfant, dans le cadre de l'exposition « Une maison de pierre / dans une métropole / utilisant tout type d'éclairage / habitée par ceux qui invitent les autres » en cohérence avec la ligne graphique du centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, la Galerie, présentée du 22 septembre 2017 au 16 décembre 2017.

Considérant, que l'artiste illustratrice s'engage à réaliser les différents supports pour le centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, la Galerie, avant le 12 septembre 2017.

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Roxane Lumeret, demeurant sis, 9, rue Monseigneur Raess, 67200 Strasbourg, relative à :

- Droits d'auteur 600 Euros TTC (Six cent euros toutes taxes comprises)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 1<sup>er</sup> juillet 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 29 août 2017



P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 04/10/2017 N° 17-116  
Reçu en préfecture le 04/10/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170913-DM17\_116V2-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DU CONTRAT DE CESSION PASSE ENTRE L'ASSOCIATION « POLKA 93 » ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122-18 et L2122-22,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil Municipal,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de contrat présentée par l'Association « **Polka 93** » pour une représentation qui aura lieu à **19h le 15 septembre 2017 au « Conservatoire Nadia et Lili Boulanger » 41 rue Saint Denis à Noisy-le-Sec** dans le cadre de l'inauguration du nouveau conservatoire de Noisy-le-Sec,

#### DECIDE

Article 1 : Approuve le contrat de cession passé avec l'Association « **Polka 93** », domiciliée **10 rue de Paris, boîte 53 – 93800 Epinay-sur-Seine**, pour un montant de **1.000 euros TTC** (mille euros TTC).

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la journée du **15 septembre 2017** et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 13 septembre 2017

P/o le Maire, **Laurent RIVOIRE**  
et par délégation, le **1<sup>er</sup>** adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



**Jean THARY**

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 21/09/2017 N° DM17\_117  
Reçu en préfecture le 21/09/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170921-DM17\_117-BF

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### REGIE DE RECETTES POUR LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE MUNICIPAL DE LA JEUNESSE

### CLOTURE

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° DM16\_96 du 16 septembre 2016, portant modification de la régie de recettes pour le fonctionnement du service municipal de la jeunesse,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du **12 SEP. 2017**

Considérant que les encaissements des activités du service municipal de la jeunesse vont continuer à se faire sur la régie du guichet unique et qu'en conséquence l'existence de la régie ne se justifie pas,

DECIDE

Article 1er : La régie de recettes pour le fonctionnement du service municipal de la jeunesse est clôturée.

Article 2 : Le Maire et le comptable assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 21 SEP. 2017



P<sup>r</sup>/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative  
Vice-Président de l'Etablissement Public territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI

DÉPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté -- Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 21/09/2017 N° DM17-118  
Reçu en préfecture le 21/09/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170921-DM17\_118-BF

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### REGIE DE RECETTES DU GUICHET UNIQUE. MODIFICATION.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° D15-62 du 12 février 2015, portant modification de la régie du guichet unique,

Vu la décision n° D16\_58 du 2 juin 2016, portant modification du montant d'encaisse maximum,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du **13 SEP. 2017**

#### DECIDE

Article 1er : La décision n° D16\_58 du 2 juin 2016 est abrogée et la décision n° D15-62 du 12 février 2015 est modifiée comme suit :

En son article 3 : Cette régie est installée à l'hôtel de ville, place du Maréchal Foch à Noisy-le-Sec.

En son article 7 : cet article est supprimé.

En son article 10 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 170 000 euros (cent soixante-dix mille euros).



Article 2 : Les autres modalités de la décision n° D15-62 en date du 12 février 2015 restent inchangées.

Article 3 : Le Maire et le comptable assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 21 SEP. 2017



P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE,  
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative  
Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est ensemble »

Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 22/09/2017

Reçu en préfecture le 22/09/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170922-DM17\_119-CC

N° **D17**  
**119**

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Procédure adaptée N° 2017 / 4624

**Mission d'assistance a maîtrise d'ouvrage pour la définition et la mise en place d'une démarche de concertation avec la population et assurer la conception des supports de communication dans le cadre des projets de renouvellement urbain des quartiers Londeau et centre ville Béthisy**

Approbation du contrat avec la société Etat D'Esprit

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 28

Considérant la nécessité d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition et la mise en place d'une démarche de concertation avec la population dans le cadre des projets de renouvellement urbain des quartiers Londeau et centre ville Béthisy suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat avec la société Etat d'Esprit sise 35 Boulevard de Strasbourg à PARIS (75010).

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par un prix forfaitaire pour la phase 1 d'un montant de 26 600,00 € H.T. La phase 2 est rémunérée par application des prix unitaires du BPU aux quantités réellement exécutées. Le montant total des prestations (phase 1 + phase 2) pour la durée de l'accord-cadre s'élève à 70 000,00 € H.T. maximum.

**Article 3:** Que l'accord cadre est conclu pour une durée prévisionnelle de 18 mois.

**Article 4:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Etat d'Esprit.

**Article 5:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 6:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny et M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune

Noisy-le-Sec, le 22/09/2017

P<sup>r</sup>M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 26/09/2017

Reçu en préfecture le 26/09/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170921-DM17\_120-CC

N° 17-126

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### MISE A DISPOSITION PRECAIRE D'UN BIEN IMMOBILIER SIS 10 RUE DES BERGERIES AU PROFIT DE L'ASSOCIATION LE CERCLE DES NAGEURS NOISEENS

Monsieur Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23, relatives aux pouvoirs délégués par le conseil municipal du Maire.

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2017/06-01 relative aux pouvoirs délégués par le Conseil Municipal du Maire.

Vu l'arrêté 14-881 relative à la délégation de fonction de madame Marie-Rose HARENGER, adjointe au Maire.

Considérant la volonté de valoriser le patrimoine de la Ville de Noisy-le-Sec

Considérant la disponibilité du logement situé au 10 rue Bergeries

Considérant la demande de l'Association Le Cercle des Nageurs Noiséens

Considérant en conséquence l'intérêt de la Ville à louer à l'Association Le Cercle des Nageurs Noiséens le logement situé au 10 rue des Bergeries

## DECIDE

### Article 1

L'Association Le Cercle des Nageurs Noiséens bénéficiera de la mise à disposition du bien immobilier suivant, selon les modalités précisées aux articles suivants de la présente décision.

Identification et adresse du bien immobilier	Nature du bien immobilier	Usage autorisé
10 rue des Bergeries	Appartement	Habitation

### Article 2

La présente convention prend effet le 21 septembre 2017 pour une durée d'un an renouvelable, par période d'un an, par tacite reconduction.

Le preneur est informé du caractère précaire et révocable de la présente convention, dont la résiliation ne donnera droit à aucune indemnité.

### Article 3

La présente mise à disposition est consentie moyennant le paiement d'un loyer et de charges, dont le montant est ainsi fixé.

- Loyer mensuel : 800 €
- Charges forfaitaires mensuelles : 80 €

Ces montants seront susceptibles de faire l'objet d'une réactualisation dans les conditions prévues par la loi, par la convention.

### Article 4

Une convention d'occupation, précisant les modalités de mise à disposition, sera signée avec l'Association Le Cercle des Nageurs Noiséens en application de la présente décision.

### Article 5

La présente décision peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### Article 6

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité et d'affichage en Mairie. Copie de cette décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis
- Direction de l'Aménagement
- Monsieur le Trésorier Principal

Fait à Noisy-le-Sec, le 21 septembre 2017

**Pour Le Maire et par délégation  
Mme Marie-Rose HARENGER  
Maire-Adjointe de Noisy-le-Sec,  
Déléguée à la Gestion du Patrimoine Privée**





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 04/10/2017

Reçu en préfecture le 04/10/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170928-DM17\_121VV1-AU

N° 2017-121

SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR RELATIVE A LA CREATION D'UNE AIRE DE JEUX AU STADE HUVIER

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité de procéder à la création d'une aire de jeux au stade Huvier,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter auprès du Ministère de l'intérieur une subvention

### DECIDE

Article 1er : Demander une réserve parlementaire à hauteur de 20 000€ auprès du Ministère de l'Intérieur pour réaliser une aire de jeux au stade Huvier.

Article 2 : Signer tout acte et convention nécessaires à la demande de subvention et à son versement ainsi que tout acte et convention nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Article 3 : Les recettes correspondantes à la subvention seront inscrites au budget de la commune.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le

28 SEP. 2017

**P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE**

L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »

**Dref MENDACI**



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/10/2017 N° 17\_122  
Reçu en préfecture le 09/10/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170915-DM17\_122-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL A USAGE D'ATELIER ET D'HABITATION AU PROFIT DE MADAME FELICIA ATKINSON

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article 2211-1,

Considérant que La Galerie, Centre d'art contemporain, accueille l'artiste Madame Félicia Atkinson, à l'issue d'un jury de sélection, en résidence à Noisy-le-Sec du 7 septembre 2017 au 7 avril 2018,

Considérant que Madame Félicia Atkinson a été choisie par un jury pour son projet artistique qu'elle mettra en place avec l'équipe de La Galerie,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec met à disposition un local à usage d'atelier et d'habitation au commissaire d'exposition pour l'accompagnement et le bon fonctionnement de son projet à la Galerie,

### DECIDE

**Article 1** : de signer une convention de mise à disposition d'un local à usage d'atelier et d'habitation situé au 4 square Crainquebille avec Félicia Atkinson artiste en résidence à La Galerie du 7 septembre 2017 au 7 avril 2018.

**Article 2** : que le local à usage d'atelier et d'habitation mentionné ci-dessus sera mis à disposition à titre gratuit au profit de l'artiste.

**Article 3** : que la convention qui prend effet à compter du 7 septembre 2017, arrivera à son terme le 7 avril 2018.

**Article 4** : que le présent contrat est sans incidence sur le budget en cours,

**Article 5** : ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de Bobigny, Monsieur le Comptable Public de Rosny-sous-bois, à la direction des affaires juridiques, à la Direction de la culture et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 15 septembre 2017,

P/le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/10/2017

Reçu en préfecture le 09/10/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171004-DM17\_123-CC

N°

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### MAINTENANCE BORNE MISE A JOUR DES CARTES VITALE Approbation du contrat signé avec la société INGENICO FRANCE

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations de maintenance du service « Le Point XIRING » pour la télémise à jour des cartes Vitale de la borne du Centre municipal de santé,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec la société INGENICO FRANCE, sise 28-32 boulevard de Grenelle – 75015 PARIS.

Pour une période initiale d'un an à compter du 01/09/17 renouvelable chaque année par tacite reconduction pour une durée globale ne pouvant excéder 3 ans

**Article 2 :** Dit que le montant de cette prestation s'élève à 195,00 € H.T. par an.

**Article 3 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société INGENICO FRANCE.

**Article 4 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 4 OCT. 2017

Laurent RIVOIRE  
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/10/2017

Reçu en préfecture le 09/10/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171004-DM17\_124-CC

N°

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### MAINTENANCE PROCES-VERBAUX ELECTRONIQUES Approbation du contrat signé avec la société EDICIA

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations de maintenance logicielle des procès-verbaux électroniques pour les activités relatives aux services de la Police Municipale,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec la société EDICIA, sise Espace Performance La Fleuriaye, 1 rue Alessandro Volta – BP 20746 - 44481 CARQUEFOU.

Pour une durée initiale d'un an du 27/09/17 au 26/09/2018, renouvelable par périodes successives d'une année par tacite reconduction.

**Article 2 :** Dit que le montant global de cette prestation s'élève à 2 413,62 € H.T. par an.

Les services en option seront réglés par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix fournis par la société EDICIA.

**Article 3 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société EDICIA.

**Article 4 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le - 4 OCT. 2017

Laurent RIVOIRE  
Maire de Noisy-le-Sec





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/10/2017  
Reçu en préfecture le 09/10/2017 N°DM17\_125  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20171009-DM17\_125-BF

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### REGIE D'AVANCES POUR LA CRECHE MUNICIPALE (COLLECTIVE ET FAMILIALE).

### CLOTURE.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 1388 du 8 août 1994 portant création de la régie d'avances pour la crèche municipale (collective et familiale),

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 2 octobre 2017,

Considérant le regroupement de la régie d'avances de la crèche municipale (collective et familiale) avec celle de la halte jeux et qu'en conséquence l'existence de la régie ne se justifie plus,

DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : La régie d'avances de la crèche municipale (collective et familiale) est clôturée.

Article 2 : Le Maire et le comptable assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 3 :** Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 09 OCT. 2017

P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE

L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public territorial « Est Ensemble »



Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/10/2017 N° DM17\_126  
Reçu en préfecture le 09/10/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20171009-DM17\_126-BF

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### REGIE D'AVANCES POUR LA HALTE GARDERIE.

### CLOTURE.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 1395 du 16 septembre 1994 portant création de la régie d'avances pour la halte garderie,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 2 octobre 2017,

Considérant le regroupement de la régie d'avances de la crèche municipale (collective et familiale) avec celle de la halte jeux et qu'en conséquence l'existence de la régie ne se justifie plus,

**DECIDE**

Article 1er : La régie d'avances de la crèche municipale (collective et familiale) est clôturée.

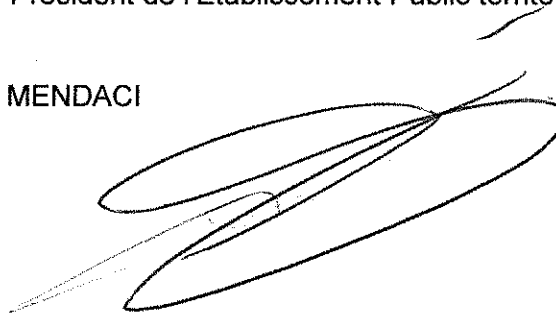
Article 2 : Le Maire et le comptable assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**SLOW**

net de contrôle que les

09 OCT. 2017

Dref MENDACI





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté -- Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/10/2017  
Reçu en préfecture le 09/10/2017 N° DM17\_127  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20171009-DM17\_127-BF

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### CREATION D'UNE REGIE D AVANCES POUR LE FONCTIONNEMENT DU MULTI ACCUEIL A DOMINANTE HALTE JEUX ET DU MULTI ACCUEIL DES DECOUVERTES.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 2 octobre 2017,

### DECIDE

Article 1er : Il est institué auprès de la ville de Noisy-le-Sec, une régie d'avances pour Fonctionnement du multi accueil à dominante halte jeux et du multi accueil des découvertes.

Article 2 : Cette régie est installée au multi accueil des découvertes, place des découvertes à Noisy-le-Sec.

Article 3 : La régie est instituée pour le paiement des menues dépenses urgentes et nécessaires au bon fonctionnement de ces deux structures.

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont réglées selon le mode de règlement suivant :

1° En numéraire.

Article 5 : L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

Article 6 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 450 euros (quatre cent cinquante euros).

Article 7 : Le régisseur verse auprès du comptable assignataire la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 8 : Le régisseur titulaire et le(s) mandataire(s) suppléant(s) seront désignés par le Maire et sur avis conforme du comptable.

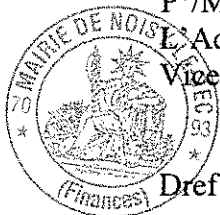
Article 9 : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur titulaire percevra annuellement une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le Maire et le comptable public assignataire de la commune de Noisy-le-Sec sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 12 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 09 OCT. 2017



P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE,  
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative  
Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/10/2017  
Reçu en préfecture le 09/10/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20171009-DM17\_128-BF

N° D17-128

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### REGIE DE RECETTES DU GUICHET UNIQUE.

### CLOTURE DE LA SOUS-REGIE DE RECETTES POUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSERVATOIRE.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 2010/12-01-01 du Conseil Municipal en date du 23 décembre 2010 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° D 16\_58 en date du 2 juin 2016, portant modification de la régie du guichet unique,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 3 octobre 2017,

### DECIDE

Article 1er : La sous-régie de recettes située au conservatoire prévue pour l'encaissement des cotisations des élèves est clôturée.

Article 2 : Monsieur Le Maire et le comptable public assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 09 OCT. 2017

P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative  
Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »



Dref MENDACI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

N° 17.129  
 Envoyé en préfecture le 13/10/2017  
 Reçu en préfecture le 13/10/2017  
 Affiché le   
 ID : 093-219300530-20171012-DM17\_129-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
 (art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION D'ACCUEIL EN RESIDENCE D'ARTISTE-AUTEUR ENTRE FELICIA ATKINSON ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant le projet artistique de l'artiste-auteur dans le cadre de la Résidence Artistique de la Galerie du 7 septembre 2017 au 7 avril 2018,

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention passée avec Félicia Atkinson, sise, 4 Square Crainquebille – 93130 Noisy-le-Sec, relative à :

- Budget de réalisation des œuvres : 7000 € TTC (Sept mille euros Toutes Taxes Comprises).
- Frais de transport en commun : 100 € maximum x 7 mois soit total : 700 € TTC (Sept cent euros Toutes Taxes Comprises) sur justificatifs.
- Rémunération artistique : septembre 2017 : 2500 € TTC - Janvier 2018 : 2500 € TTC soit un total de 5000 € TTC (Cinq mille euros Toutes Taxes Comprises) et selon l'article 9 de la convention.
- Honoraire conception et réalisation d'œuvre en ligne : 150 € TTC (Cent cinquante euros).
- Honoraire présentation au CMP de Noisy-le-Sec : 131,61€ TTC (Cent trente et un euros soixante et un centimes).
- Cession de droit d'auteur : 1000€ TTC (Mille euros Toutes Taxes Comprises).

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la période du 2 septembre 2016 au 1<sup>er</sup> avril 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 4 octobre 2017

  
 Pour le Maire Laurent RIVOIRE  
 et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
 chargé de la culture et du patrimoine  
  
 Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/10/2017

Reçu en préfecture le 13/10/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171012-DM17\_130-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE  
DEUX ARTISTES, MAYUMI OTERO, RAPHAEL URWILLER ET LA VILLE POUR LA GALERIE  
CENTRE D'ART CONTEMPORAIN  
EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES 2/3 ET 3/3 »**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la proposition des auteurs artistes illustrateurs, d'illustrer le journal enfant, ainsi qu'une jaquette pour le dvd du film de restitution des ateliers éducatifs, dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures 2/3 et 3/3 » en cohérence avec la ligne graphique du centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, la Galerie.

Les artistes illustrateurs s'engagent à réaliser les différents supports évoqués ci-dessus pour la Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec :

- le journal enfant 2/3 avant le 20 février 2017
- le journal enfant 3/3 avant le 10 avril 2017
- la jaquette dvd avant le 22 mai 2017

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Mme Mayumi Otero et M. Raphaël Urwiller, demeurant sis, 20, venelle de la Boeche 45000 Orléans relative à :

- Droits d'auteur 1500 Euros TTC (mille cinq cents euros Toutes Taxes Comprises)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 27<sup>er</sup> juillet 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée aux intéressés et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 3 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/10/2017 N° 17\_131  
Reçu en préfecture le 13/10/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20171012-DM17\_131-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE CATALINA RUGELES SCHOONEWOLFF ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN DANS LE CADRE DU PROJET « LA PRESSE »**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la proposition de l'auteure d'écrire un texte pour l'édition « Sriptings#49 » et sa présentation orale, dans le cadre du projet artistique « La Presse » de l'artiste Achim Lengerer. L'écriture du texte devra être réalisée pour l'atelier les 28 et 29 septembre 2017.

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Catalina Rugeles Schoonewolff, demeurant sises, 8, avenue Carnot 78800 HOUILLES, relative à :

- Droits d'auteur 300€ TTC (Trois cent euros Toutes Taxes Comprises)
- Frais de repas forfaitaire à hauteur de 30€ TTC (Trente euros Toutes Taxes Comprises)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 25 septembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 4 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/10/2017 N° 17\_132  
Reçu en préfecture le 13/10/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20171012-DM17\_132-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRESENTATION ET REPRODUCTION D'ŒUVRE PASSEE ENTRE BERNARD JEUFRY ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « UNE MAISON DE PIERRE DANS UNE METROPOLE UTILISANT TOUT TYPE D'ECLAIRAGE HABITEE PAR CEUX QUI INVITENT LES AUTRES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,  
Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de s'engager et mettre en espace un ensemble d'œuvres intitulées :

- **Pierrot, 2017,**

Toile polyester, mousse polyuréthane, peinture acrylique, bois  
36x27 cm

- **Sans titre, 2017**

Extrait d'une installation intitulée « Mural plis cassés »  
Laine de verre, mousse polyuréthane, peinture acrylique, bois  
99x95 cm

- **Arc, 2017**

Toile polyester, mousse polyuréthane, peinture acrylique, bois  
90x220 cm

Les œuvres devront être installées pour le 22 septembre 2017, dernier délai.

## DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de présentation et de reproduction d'œuvre passée avec Bernard JEUFRY, domiciliée 40 rue Anatole France – 93130 Noisy-le-Sec, relative à :

- Droit de présentation et de reproduction d'œuvre : 150 € TTC (Cent cinquante euros Toutes Taxes Comprises).

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 26 septembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 4 octobre 2017

  
**P/o le Maire Laurent RIVOIRE**  
**et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire**  
**chargé de la culture et du patrimoine**

**Jean THARY**



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/10/2017

Reçu en préfecture le 13/10/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171012-DM17\_133-CC

N° 17\_133

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRESENTATION ET DE REPRODUCTION D'ŒUVRE PASSEE ENTRE CELINE VACHE-OLIVIERI ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « UNE MAISON DE PIERRE DANS UNE METROPOLE UTILISANT TOUT TYPE D'ECLAIRAGE HABITEE PAR CEUX QUI INVITENT LES AUTRES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de s'engager et mettre en espace une œuvre intitulée :

- **Smuggling Smuggling, 2017,**  
Matériaux divers.

L'œuvre devra être installée pour le 22 septembre 2017, dernier délai.

### DECIDE

**Article 1 :** Approuve la convention de présentation et reproduction d'œuvre passée avec Céline VACHE-OLIVIERI, domiciliée sise, 17, rue des fossés Saint Marcel – 75005 Paris, relative à :

- Droit de présentation et de reproduction d'œuvre : 150 € TTC (Cent cinquante euros Toutes Taxes Comprises).

**Article 2 :** Dit que la convention est passée pour la date du 26 septembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3 :** Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5 :** La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 4 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/10/2017 N° 17 134  
Reçu en préfecture le 13/10/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20171012-DM17\_134-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRESENTATION ET DE REPRODUCTION D'ŒUVRE PASSEE ENTRE PASCAL BUTTO ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « UNE MAISON DE PIERRE DANS UNE METROPOLE UTILISANT TOUT TYPE D'ECLAIRAGE HABITEE PAR CEUX QUI INVITENT LES AUTRES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de s'engager et mettre en espace une œuvre intitulée :

- **Le singe, 2005,**  
Béton.

L'œuvre devra être installée pour le 22 septembre 2017, dernier délai.

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de présentation et reproduction d'œuvre passée avec Pascal BUTTO, domicilié sis, 104, rue, Denfert Rochereau - 93130 Noisy-le-Sec relative à :

- Droit de présentation et de reproduction d'œuvre : 150 € TTC (Cent cinquante euros Toutes Taxes Comprises).

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 26 septembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 4 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/10/2017

Reçu en préfecture le 13/10/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171012-DM17\_135-CC

N° 17\_135

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE ANNA MANUBENS ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN DANS LE CADRE DU PROJET « LA PRESSE »**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la proposition de l'auteur d'écrire un texte pour l'édition « Sriptings#49 » et sa présentation orale, dans le cadre du projet artistique « La Presse » de l'artiste Achim Lengerer. L'écriture du texte devra être réalisée pour l'atelier le 29 septembre 2017.

### **DECIDE**

**Article 1 :** Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Anna Manubens, demeurant sises, Plaza Navas 2,2-2 – 08004 Barcelone Espagne, relative à :

- Droits d'auteur 200€ TTC (Deux cent euros Toutes Taxes Comprises)
- Frais de repas forfaitaire à hauteur de 15€ TTC (Quinze euros Toutes Taxes Comprises)
- Frais de déplacement forfaitaire de 178 € TTC (Cent soixante dix huit euros Toutes Taxes Comprises).

**Article 2 :** Dit que la convention est passée pour la date du 25 septembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3 :** Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5 :** La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 4 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

N° 17-136

Envoyé en préfecture le 13/10/2017

Reçu en préfecture le 13/10/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171012-DM17\_136-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE MARIE PRESTON ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES3/3 »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire

Considérant la proposition de l'auteur d'écrire un texte édité dans le journal « Sriptings#49 » et sa présentation orale, dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures 3/3 ». L'écriture du texte devra être réalisée à La Galerie pour l'atelier le 28 septembre 2017.

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Marie PRESTON, demeurant 9, rue Jacques Cottin 93500 Pantin, relative à :

- droits d'auteur 150 Euros TTC (cent cinquante euros Toutes Taxes Comprises) ;
- Frais de repas forfaitaire de 15 Euros TTC (quinze euros Toutes Taxes Comprises)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 25 septembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 29 septembre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



*(Signature)*  
Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/10/2017

Reçu en préfecture le 13/10/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171012-DM17\_137-CC

N° D17-137

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Marché public N° 2016/4601**

### TRAVAUX POUR LA CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE JEAN RENOIR Approbation de l'avenant n°1 au contrat signé avec la société Urbaine de Travaux

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 139

Considérant la nécessité de conclure un avenant n°1 au marché de travaux pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir à Noisy-le-Sec,

### DECIDE

**Article 1** : De signer l'avenant n°1 au contrat avec la société Urbaine de Travaux, sise 2 Avenue du Général de Gaulle à Viry-Chatillon (91170),

**Article 2** : Que l'objet de l'avenant est d'intégrer des prestations complémentaires à celles initialement prévues par le marché. Le montant initial du marché (pour les variantes 1, 3 et 4) de 11 353 535,81 € HT est porté à 11 553 609,10 € HT. Le présent avenant n°1 représente une augmentation de 1,76 %, par rapport au montant initial du marché.

**Article 3** : Que l'avenant prendra effet à compter de sa notification à la société Urbaine de Travaux

**Article 4** : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 5** : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 13/10/2017

P°/Monsieur le Maire,  
Et par délégation,

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/10/2017 N° A-138  
Reçu en préfecture le 13/10/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20171004-DM17\_138-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ET MISE A DISPOSITION DU THEATRE DANS LE CADRE DU FESTIVAL DU FILM FRANCO ARABE DE NOISY-LE-SEC PASSEE ENTRE LE THEATRE DES BERGERIES ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil Municipal,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

**Considérant la proposition de convention de partenariat passée avec le Théâtre des Bergeries (Exploitant) et la Ville de Noisy-le-Sec (Utilisateur) pour la mise à disposition, l'organisation et l'accueil du ciné concert « Les aventures du prince Ahmed » dans le cadre du Festival du Film Franco Arabe qui aura lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2017 de 19h30 à 21h,**

### D E C I D E

Article 1 : Approuve ledit contrat en date du 3 octobre 2017, pour un montant de **9000 €** euros (neuf mille euros TTC) représentant le prix de cession du ciné concert, les droits d'auteur, droits de diffusion du film, frais techniques liés à l'accueil des artistes et à l'organisation logistique de l'accueil.

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la représentation ci-dessus mentionnée et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 4 octobre 2017

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/10/2017 N° 17-139  
Reçu en préfecture le 13/10/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20171004-DM17\_139-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DU FESTIVAL DU FILM FRANCO ARABE DE NOISY-LE-SEC PASSEE ENTRE TOUTE LA CULTURE ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil Municipal,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

**Considérant la proposition de convention de partenariat promotionnel passée avec Toute la Culture et la Ville de Noisy-le-Sec dans le cadre Festival du Film Franco Arabe pour l'échange des prestations décrites en annexe de ladite convention,**

#### D E C I D E

Article 1: Approuve la convention en date du **4 octobre 2017**, pour un montant de **200 €** euros (deux cents euros TTC) correspondant à l'achat d'un concours.

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la représentation ci-dessus mentionnée et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 4 octobre 2017

**P/o le Maire, Laurent RIVOIRE**  
**et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire**  
**chargé de la culture et du patrimoine**



**Jean THARY**